

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS**ORDRE DES BARREAUX FRANCOPHONES ET GERMANOPHONE**

[C – 2008/18214]

Règlement du 19 mai 2008 relatif à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication

1. Considérant la place importante prise par les communications électroniques dans tous les secteurs d'activités, et les recommandations expresses du C.C.B.E. pour l'utilisation de ces technologies ainsi que les lignes directrices énoncées par lui sur la communication électronique et Internet;

2. Considérant que l'avocat doit être en mesure, dans l'exercice de sa profession, de répondre aux attentes du public avec efficacité, qualité et rapidité;

3. Considérant que les communications électroniques entre l'avocat et les personnes avec lesquelles il correspond sont fondamentalement de même nature que les échanges épistolaires et téléphoniques;

4. Considérant les lois du 10 juillet 2006 relative à la procédure par voie électronique et du 5 août 2006 modifiant certaines dispositions du code judiciaire en vue de la procédure par voie électronique;

5. Considérant par ailleurs que les avocats peuvent faire de la publicité, quels qu'en soient la nature et le support (cf. le règlement de l'O.B.F.G. sur la publicité);

6. Considérant la possibilité pour les avocats de diffuser des informations juridiques à destination de la clientèle dans le respect de l'article 7 du règlement de l'O.B.F.G. sur la publicité;

7. Considérant l'article 4 de la loi du 11 mars 2003 (II) sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information (*Moniteur belge* du 17 mars 2003, p. 12962), qui dispose que l'accès à l'activité d'un prestataire de services de la société de l'information et l'exercice de celle-ci ne sont soumis à aucune autorisation préalable, ni à aucune autre exigence ayant un effet équivalent, sans préjudice des régimes d'autorisation qui ne visent pas spécifiquement et exclusivement les services de la société de l'information;

8. Considérant le risque accru pour l'avocat de s'exposer à des conflits d'intérêts ou de violer le secret professionnel en raison du caractère souvent anonyme ou difficilement identifiable des échanges par la voie électronique;

9. Considérant la loi du 13 janvier 2004 sur la prévention du blanchiment;

10. Considérant la nature intuitu personae du contrat se nouant entre l'avocat et son client;

11. Considérant que les avocats doivent se conformer en toutes circonstances à leurs devoirs de dignité et de probité;

12. Considérant qu'il convient de réglementer l'usage des adresses électroniques, de la correspondance électronique, des sites internet, de la délivrance de services en ligne et de la participation à des forums de discussion, de manière à donner à tout avocat une synthèse des obligations légales régissant l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, des impératifs visant à sécuriser ce mode communication et à le rendre compatible avec les règles fondamentales de la profession : secret professionnel, dignité et confraternité, notamment;

13. Considérant l'intérêt pour tout avocat de recourir aux technologies de l'information et de la communication et de prendre en considération les lignes directrices du C.C.B.E. sur la communication électronique et internet;

L'assemblée générale de l'O.B.F.G. adopte le règlement suivant :

Article 1^{er}. L'adresse électronique

1.1.

Par adresse électronique, on entend toute suite de caractères alphanumériques utilisée pour l'identification d'un site Internet ou l'adresse de la correspondance électronique.

1.2.

Toute autre adresse de courrier électronique que celle mise à disposition des avocats par l'O.B.F.G. comprend le nom de l'avocat ou celui de l'association dont il fait partie ou toute autre dénomination, à l'exclusion de tout nom de domaine qui reproduit de manière non distinctive un terme générique évocateur de la profession d'avocat.

1.3.

L'avocat communique à son Ordre, sans retard, son ou ses adresses électroniques ainsi que les modifications qui y sont apportées.

Art. 2. La correspondance électronique

2.1.

L'avocat peut recourir à la correspondance électronique - au sens de tout envoi adressé à une ou plusieurs personnes déterminées - y compris pour le courrier non confidentiel.

2.2

La correspondance électronique des avocats comporte les mentions énoncées aux articles 4.4. ou 4.5. ci-après et ne peut comporter en outre que les mentions autorisées par le règlement du 18 juin 2003 sur la plaque professionnelle et le papier à lettre.

2.3.

L'avocat dispose, pour le traitement de sa correspondance électronique, d'une adresse électronique individuelle sur une installation dont l'équipement et la configuration sont conformes aux standards de sécurité et de pérennité généralement adoptés par les professionnels ainsi que d'une assistance compétente pour la maintenance du (ou des) serveur(s) de courrier électronique.

2.4.

La correspondance électronique est traitée et archivée dans sa forme électronique originale avec le même soin et la même diligence que la correspondance épistolaire ou télécopiée.

2.5.

La correspondance électronique de l'avocat n'est pas le vecteur de publicité au profit de tiers.

2.6.

Si l'avocat fait usage de clés de chiffrement, il archive ses clés de chiffrement. Lorsqu'un avocat succède dans une même affaire à un confrère, celui-ci lui transmet immédiatement par un courrier électronique chiffré avec la clé de ce confrère ou, à défaut, par une autre voie sécurisée, toutes les correspondances déchiffrées utiles à la poursuite de la cause. Il agit avec le même soin dans l'hypothèse où il transmet le dossier au client.

2.7.

La correspondance électronique de l'avocat est signée au moyen d'une signature électronique.

2.8.

Dans l'hypothèse où, pour des raisons techniques, un avocat ne peut lire une correspondance électronique en tout ou partie, il demande, sans retard, un exemplaire imprimé à l'avocat qui la lui a envoyée. Dès lors que, sans retard, l'exemplaire imprimé est communiqué au destinataire, le premier envoi est pris en considération pour les effets juridiques y attachés, sauf si l'application de cette règle conduit le destinataire de bonne foi à être en défaut à la date de réception de l'exemplaire imprimé.

2.9.

L'avocat configure son serveur de courrier électronique pour qu'il accuse automatiquement réception, lorsqu'un tel accusé est requis par l'expéditeur de toute correspondance électronique qui parvient dans sa boîte de courrier électronique et établisse la date et l'heure de sa réception.

A défaut de pareil accusé de réception automatique, il adresse sans retard un accusé de réception à l'expéditeur.

2.10.

L'avocat veille au bon réglage des horloges du (des) serveur(s) et dispositifs auxquels il a recours pour toute communication électronique et qu'il contrôle.

Art. 3. Les sites Internet

3.1.

Dans le respect des règles déontologiques, dont le règlement sur la publicité, l'avocat peut ouvrir au public un site Internet.

3.2.

Le site Internet d'un avocat est le prolongement de son cabinet.

3.3.

Les informations fournies au public sur le site Internet de l'avocat sont exactes et tenues à jour au sens de la loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les professions libérales, chapitre II.

3.4.

L'avocat ne peut faire figurer sur son site Internet ni lien renvoyant à tout site qui porterait atteinte à son indépendance ou à sa dignité, ni publicité au profit de tiers.

Art. 4. Les services en ligne

4.1.

Par service en ligne, il faut entendre « tout service presté habituellement contre rémunération, à distance, par voie électronique et à la demande individuelle d'un destinataire du service ».

4.2.

La prestation de services en ligne est autorisée.

4.3.

L'avocat veille notamment au respect des règles suivantes :

a) Identification de l'interlocuteur

Lorsqu'un avocat est interrogé ou sollicité en ligne, il identifie son ou ses interlocuteurs et se fait délivrer par celui-ci ou ceux-ci les informations requises dans la mesure nécessaire à la prévention des conflits d'intérêts ainsi qu'au respect du secret professionnel et de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Pour satisfaire à cette dernière obligation, lorsque l'interlocuteur s'identifie au moyen d'une carte d'identité électronique, l'avocat extrait les données de celles-ci au moyen du logiciel officiel et les conserve dans le format « propriétaire ».

b) Identification de l'avocat

L'avocat qui preste des services en ligne est toujours identifiable.

c) Consultations en ligne

La délivrance automatisée de consultations en ligne n'est autorisée que pour répondre à la demande d'un client déterminé, pour satisfaire des besoins spécifiques.

d) Interdiction de la rétrocession d'honoraires

L'avocat ne rétrocède pas d'honoraires à un intermédiaire pour la prestation de services en ligne. Seule une participation dans les frais de gestion de ses services est autorisée, et ce pour autant qu'elle ne soit pas liée à la nature de l'intervention de l'avocat.

4.4.

L'avocat assure un accès facile, direct et permanent pour les destinataires de ses services en ligne ainsi que les autorités visées par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, aux informations préalables prescrites par cette loi et au moins aux informations suivantes :

- a) son nom et, le cas échéant, celui de l'association dont il est membre;
- b) l'adresse de son cabinet;
- c) ses coordonnées, y compris son adresse de courrier électronique, permettant d'entrer en contact rapidement et de communiquer directement et efficacement avec lui;
- d) s'il échet, son numéro d'immatriculation à la B.C.E. ou celui de l'association dont il est membre;
- e) le ou les Ordres professionnels auxquels il est inscrit;
- f) son ou ses titres professionnels et les Etats dans lesquels ils ont été octroyés;
- g) une référence aux règles déontologiques, ainsi qu'aux moyens d'y avoir accès en privilégiant une URL (adresse du site web);
- h) s'il échet, son numéro d'identification T.V.A.;
- i) les codes de conduite auxquels il est soumis ainsi que les informations relatives à la façon dont ces codes peuvent être consultés par la voie électronique.

4.5.

Le courrier électronique de l'avocat peut ne comporter que les mentions de ses nom, prénom, qualité et adresse électronique ainsi que les mentions énoncées au 4.4. *d.*, *e.* et *h.* ci-avant, s'il échet, s'il renvoie par un lien électronique à un site professionnel (le sien, celui de l'association ou du groupement dont il fait partie ou celui de l'O.B.F.G. (www.avocat.be) ou de son Ordre) qui contient les autres mentions énoncées au paragraphe 4.4 ci-avant.

4.6.

L'avocat informe son interlocuteur, conformément au règlement du 27 novembre 2004 relatif à l'information à fournir par l'avocat à ses clients en matière d'honoraires, de frais et débours, sur le prix de sa prestation et précise les taxes et les frais éventuels d'exécution.

4.7.

L'avocat communique les informations mentionnées ci-après, formulées de manière claire et compréhensible :

- a) s'il y a lieu, les langues proposées pour la conclusion du contrat;
- b) les différentes étapes techniques à suivre pour conclure le contrat;
- c) les moyens techniques pour identifier et corriger des erreurs commises dans la saisie des données avant que la commande ne soit passée;
- d) si le contrat, une fois conclu, est archivé ou non par l'avocat et, dans la première hypothèse, qu'il est accessible.

4.8.

L'avocat communique également les autres informations requises par la loi précitée du 2 août 2002, chapitre IV, et par la loi du 11 mars 2003 (II) sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information, chapitre III.

Art. 5. Forum de discussion électronique ou tout autre cénacle virtuel public

L'avocat ne délivre aucun service, ni consultation ni avis personnalisés sur un forum de discussion électronique ou tout autre cénacle virtuel public.

Art. 6. Disposition abrogatoire

Le présent règlement abroge le règlement de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone du 21 octobre 2002 relatif aux techniques de l'information et de la communication.

Art. 7. Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur le 1^{er} septembre 2009.

ÜBERSETZUNG

KAMMER DER FRANZÖSISCHSPRACHIGEN UND DEUTSCHSPRACHIGEN ANWALTSCHAFTEN

[C - 2008/18214]

Regelung vom 19. Mai 2008 in Bezug auf die Nutzung der Technologien der Information und der Kommunikation

1. In Anbetracht der bedeutenden Stellung, welche die elektronische Kommunikation in allen Aktivitätssektoren einnimmt, und der ausdrücklichen Empfehlungen des C.C.B.E in Bezug auf die Nutzung dieser Technologien sowie der durch diesen formulierten Leitlinien zur elektronischen Kommunikation und zum Internet;

2. In Erwägung, dass der Rechtsanwalt in der Lage sein muss, im Rahmen der Ausübung seines Berufes mit Effizienz, Qualität und Schnelligkeit auf die Erwartungen der Öffentlichkeit zu antworten;

3. In Erwägung, dass die elektronische Kommunikation zwischen dem Rechtsanwalt und den Personen, mit denen er korrespondiert, fundamental derselben Art ist, wie es auch der übliche Briefwechsel und die telefonischen Kontakte sind;

4. In Anbetracht der Gesetze vom 10. Juli 2006 in Bezug auf das elektronische Verfahren und vom 5. August 2006 zur Abänderung einiger Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches in Bezug auf das elektronische Verfahren;

5. In Erwägung, dass die Rechtsanwälte im Übrigen Werbung machen dürfen, dies ungeachtet der Art und des Mediums (siehe die Regelung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften über die Werbung);

6. In Anbetracht der Möglichkeit für die Rechtsanwälte, unter Beachtung des Artikels 7 der Regelung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften über die Werbung bestimmte juristische Information, die für die Kundschaft bestimmt sind, zu verbreiten;

7. In Erwägung, dass Artikel 4 des Gesetzes vom 11. März 2003 (II) über bestimmte rechtliche Aspekte der Dienste der Informationsgesellschaft (*Belgisches Staatsblatt* vom 17. März 2003, S. 12962), der verfügt, dass die Aufnahme und die Ausübung der Tätigkeit eines Anbieters von Diensten der Informationsgesellschaft keinerlei vorherigen Genehmigung noch einer sonstigen Anforderung gleicher Wirkung unterliegen, dies unbeschadet der Zulassungsverfahren, die nicht speziell und ausschließlich Dienste der Informationsgesellschaft betreffen;

8. In Anbetracht des erhöhten Risikos für den Rechtsanwalt, sich Interessenkonflikten auszusetzen oder das Berufsgeheimnis aufgrund des oft anonymen oder nur schwer identifizierbaren Charakters des elektronischen Austauschs zu verletzen;

9. In Anbetracht des Gesetzes vom 13. Januar 2004 über die Vorbeugung der Geldwäsche;

10. In Anbetracht des Charakters *intuitu personae* des Vertrages, der zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Kunden entsteht;

11. In Anbetracht der Tatsache, dass die Rechtsanwälte sich unter allen Umständen an ihre Pflichten der Würde und der Rechtschaffenheit halten müssen;

12. In Erwägung, dass es angebracht erscheint, die Nutzung der elektronischen Adressen, der elektronischen Korrespondenz, der Internetseiten, der Online-Dienstleistungen und der Teilnahme an Diskussionsforen zu reglementieren, um jedem Rechtsanwalt eine Synthese der legalen Verpflichtungen zur Hand zu geben, die die Nutzung der Informations- und Kommunikationstechnologien regeln, Erfordernisse, die darauf abzielen, diese Kommunikationsmethode sicher zu machen und diese in Einklang mit den grundlegenden Regeln des Berufs zu bringen : insbesondere dem Berufsgeheimnis, der Würde und der Kollegialität;

13. In Anbetracht des Interesses für jeden Rechtsanwalt, auf die Technologien der Information und der Kommunikation zurückzugreifen und die Leitlinien des C.C.B.E zur elektronischen Kommunikation und zum Internet zu beachten;

Verabschiedet die Generalversammlung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften folgende Regelung :

Artikel 1 - die elektronische Adresse

1.1.

Unter elektronischer Adresse versteht man jede Folge von alphanumerischen Zeichen, die benutzt wird, um eine Internetseite oder die Adresse der elektronischen Post zu identifizieren.

1.2.

Jede andere elektronischen Adresse als diejenige, die den Rechtsanwälten durch die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften zur Verfügung gestellt wird, enthält den Namen des Rechtsanwalts oder jenen der Vereinigung, der er angehört, oder irgendeine andere Bezeichnung, mit Ausnahme jeglichen Domainnamens, der auf eine nicht unterscheidende Art und Weise einen allgemeinen Begriff, der auf den Beruf des Rechtsanwalts schließen lässt, wiedergibt.

1.3.

Der Rechtsanwalt übermittelt seiner Kammer seine elektronische Adresse oder Adressen sowie die Änderungen, die daran vorgenommen wurden.

Art. 2 - die elektronische Korrespondenz

2.1.

Der Rechtsanwalt kann auf die elektronische Korrespondenz zurückgreifen – im Sinne jeglicher Übermittlung an eine oder mehrere bestimmte Personen –, nicht vertrauliche Schreiben einbegriffen.

2.2.

Die elektronische Korrespondenz der Rechtsanwälte enthält die im hiernach angeführten Artikel 4.4. oder 4.5. genannten Vermerke und darf außerdem nur die durch die Regelung vom 18. Juni 2003 zum Berufsschild und zum Briefpapier genehmigten Vermerke enthalten.

2.3.

Der Rechtsanwalt verfügt für die Verarbeitung seiner elektronischen Korrespondenz über eine individuelle elektronische Adresse auf einer Einrichtung, deren Ausstattung und Konfiguration mit den durch die Fachleute im Allgemeinen angenommenen Standards für Sicherheit und Fortbestand übereinstimmt, sowie über eine kompetente Unterstützung für die Wartung des (oder der) Postserver.

2.4.

Die elektronische Korrespondenz wird in ihrer elektronischen Originalform mit derselben Sorgfalt und derselben Aufmerksamkeit behandelt und archiviert wie die Korrespondenz per Brief oder per Fax.

2.5.

Die elektronische Korrespondenz des Rechtsanwalts ist kein Werbeträger für Dritte.

2.6.

Wenn der Rechtsanwalt Chiffrierschlüssel benutzt, archiviert er seine Chiffrierschlüssel. Wenn ein Rechtsanwalt einem Kollegen in derselben Angelegenheit nachfolgt, übermittelt dieser ihm sofort per elektronischer Post, die mit dem Schlüssel dieses Kollegen chiffriert oder andernfalls auf eine andere Weise gesichert ist, alle entschlüsselten Korrespondenzen, die für die Fortsetzung der Sache zweckmäßig sind. Er geht mit derselben Sorgfalt vor, wenn er seinem Kunden die Akte übermittelt.

2.7.

Die elektronische Korrespondenz des Rechtsanwaltes wird anhand einer elektronischen Unterschrift unterzeichnet.

2.8.

Falls ein Rechtsanwalt aus technischen Gründen eine elektronische Korrespondenz teilweise oder insgesamt nicht lesen kann, so fragt er ohne jeglichen Verzug bei dem Rechtsanwalt, der ihm diese übermittelt hat, eine gedruckte Version an. Wenn also das gedruckte Exemplar ohne Verzögerung an den Empfänger übermittelt worden ist, so wird die erste Übermittlung für alle damit verbundenen rechtlichen Auswirkungen in Betracht gezogen, sofern die Anwendung dieser Regel den gutgläubigen Empfänger nicht in die Situation versetzt, sich am Tage des Erhalts der gedruckten Version in Verzug zu befinden.

2.9.

Der Rechtsanwalt stellt seinen Server für elektronische Post so ein, dass dieser automatisch den Empfang bestätigt, wenn der Absender irgendeiner elektronischen Korrespondenz, die ihn in seiner Mailbox erreicht, eine solche Empfangsbestätigung anfordert, und das Datum und die Stunde des Empfangs bestätigt.

Mangels einer solchen automatischen Empfangsbestätigung schickt er dem Absender unverzüglich eine Empfangsbestätigung.

2.10.

Der Rechtsanwalt achtet auf die korrekte Einstellung der Uhren des (der) Server und Vorrichtungen, auf die er für jegliche elektronische Kommunikation zurückgreift und die er kontrolliert.

Art. 3 - die Internetseiten

3.1.

Unter Beachtung der Ständeregeln, zu denen auch die Regelung über die Werbung gehört, kann der Rechtsanwalt eine Internetseite einrichten.

3.2.

Die Internetseite eines Rechtsanwalts stellt die Verlängerung seiner Praxis dar.

3.3.

Die der Öffentlichkeit auf der Internetseite des Rechtsanwalts zur Verfügung gestellten Informationen sind korrekt und werden im Sinne des Gesetzes vom 2. August 2002 über irreführende Werbung, vergleichende Werbung, missbräuchliche Klauseln und Vertragsabschlüsse im Fernabsatz hinsichtlich der freien Berufe, Kapitel II, aktuell gehalten.

3.4.

Der Rechtsanwalt darf auf seiner Internetseite weder Links einstellen, die auf eine Seite verweisen, die seiner Unabhängigkeit oder seiner Würde schadet, noch Werbung zu Gunsten von Drittpersonen einfügen.

Art. 4 - die Online-Dienstleistungen

4.1

Unter Online-Dienstleistung versteht man «jede in der Regel gegen Entgelt elektronisch im Fernabsatz und auf individuellen Abruf eines Nutzers erbrachte Dienstleistung».

4.2.

Das Erbringen von Dienstleistungen online ist gestattet.

4.3.

Der Rechtsanwalt wird jedoch auf die Einhaltung folgender Regeln achten :

a) Identifizierung des Gesprächspartners

Wenn ein Rechtsanwalt online befragt oder angefordert wird, so identifiziert er seinen oder seine Gesprächspartner und lässt sich alle erforderlichen Informationen durch diese geben, die notwendig sind, um Interessenkonflikte zu vermeiden sowie das Berufsgeheimnis zu wahren und das Gesetz vom 11. Januar 1993 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und zur Finanzierung des Terrorismus einzuhalten.

Um dieser letzten Verpflichtung nachzukommen, zieht der Rechtsanwalt die Daten des elektronischen Personalausweises mithilfe der offiziellen Software und bewahrt diese im Format «Eigentümer», insofern der Ansprechpartner sich mithilfe eines solchen identifiziert.

b) Identifizierung des Rechtsanwalts

Der Rechtsanwalt, der online Dienstleistungen erbringt, ist immer identifizierbar.

c) Konsultationen online

Das automatisierte Erteilen von Online-Konsultationen ist nur gestattet, um auf die Anfrage eines bestimmten Kunden zu antworten, um so spezifische Bedürfnisse zu befriedigen.

d) Verbot der Rückübertragung von Honoraren

Der Rechtsanwalt tritt keine Honorare an einen Mittelsmann für die Erteilung von Online-Diensten ab. Nur ein Beitrag zu den Verwaltungskosten seiner Dienste ist erlaubt, und dies auch nur, insofern dieser nicht an die Art der Intervention des Rechtsanwalts gebunden ist.

4.4.

Der Rechtsanwalt gewährleistet den Empfängern seiner Online-Dienstleistungen und den im Artikel 8 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten angeführten zuständigen Behörden einen leichten, direkten und dauerhaften Zugang zu den durch dieses Gesetz vorgeschriebenen vorherigen Informationen, und zumindest zu folgenden Informationen :

- a) sein Name und gegebenenfalls derjenige der Vereinigung, der er angehört;
- b) die Adresse seiner Praxis;
- c) seine Koordinaten, hierin einbegriffen seine elektronische Adresse, die es ermöglicht, schnell mit ihm in Kontakt zu treten und direkt und effizient mit ihm zu kommunizieren;
- d) gegebenenfalls seine Eintragsnummer in der Zentralen Unternehmensdatenbank oder diejenige der Vereinigung, der er angehört :
- e) die Berufskammer oder -kammern, bei denen er eingetragen ist;
- f) sein oder seine beruflichen Titel und die Staaten, in denen diese erteilt worden sind;
- g) ein Verweis auf die beruflichen Regeln sowie auf die Möglichkeiten, diese einzusehen, wobei einer URL (Adresse einer Internetseite) Vorrang gegeben wird;
- h) gegebenenfalls seine Mehrwertsteueridentifizierungsnummer;
- i) die Verhaltenskodex, denen er unterliegt, sowie die Informationen zur Art und Weise, wie diese Kodex auf elektronischem Wege eingesehen werden können.

4.5.

Die elektronische Post des Rechtsanwalts kann sich auf die Angabe seines Namens, seines Vornamens, seiner Eigenschaft und seiner elektronischen Adresse sowie gegebenenfalls die im oben stehenden Paragraf 4.4. *d.*, *e.* und *h.* angeführten Vermerke beschränken, wenn sie über einen Link auf eine professionelle Seite verweist (seine eigene, jene der Vereinigung oder der Gruppierung, zu der er gehört, diejenige der K.F.D.A. (www.avocat.be) oder die seiner Kammer), die die anderen im oben stehenden Paragraf 4.4. genannten Angaben enthält.

4.6.

Der Rechtsanwalt informiert seinen Ansprechpartner gemäß der Regelung vom 27. November 2004 über die durch den Rechtsanwalt seinen Kunden zu liefernden Information hinsichtlich der Honorare, der Kosten und der Auslagen über den Preis für seine Leistung und führt die Steuern und die möglichen Kosten der Durchführung an.

4.7.

Der Rechtsanwalt vermittelt die nachfolgend erwähnten Informationen, die klar und verständlich formuliert werden müssen :

- a) gegebenenfalls die für den Abschluss des Vertrags vorgeschlagenen Sprachen;
- b) die verschiedenen technischen Etappen des Abschlusses des Vertrages;
- c) die technischen Mittel, um Fehler zu finden und zu korrigieren, die in der Datenerfassung gemacht wurden, bevor der Auftrag erteilt wird;
- d) ob der Vertrag durch den Rechtsanwalt archiviert wird oder nicht, wenn er einmal geschlossen wurde, und im ersteren Fall, dass er zugänglich ist.

4.8.

Der Rechtsanwalt übermittelt ebenfalls die anderen durch das oben erwähnte Gesetz vom 2. August 2002, Kapitel IV, und durch das Gesetz vom 11. März 2003 (II) über bestimmte rechtliche Aspekte der Dienste der Informationsgesellschaft, Kapitel III, geforderten Informationen.

Art. 5 - Elektronische Diskussionsforen und andere virtuelle öffentliche Zirkel

Der Rechtsanwalt erteilt keinerlei Dienstleistungen, Konsultationen oder persönlich gestaltete Stellungnahmen in elektronischen Diskussionsforen oder in irgendeinem anderen virtuellen öffentlichen Zirkel.

Art. 6 - Aufhebung

Die vorliegende Regelung hebt die Regelung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften vom 21. Oktober 2002 über die Informations- und Kommunikationstechniken auf.

Art. 7 - Inkrafttreten

Die vorliegende Regelung tritt am 1. September 2009 in Kraft.